

Pouvoir d'emprunt

La députée parle aussi des promesses brisées. On ne nous donne pas une chance de faire quelque chose ici. Déjà on critique ce qu'on est en train de faire et on parle des promesses. Mais je suis très surpris aussi que tout d'un coup on entende l'honorable députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) parler du Québec. Cela me fait penser à mon collègue de Bourassa (M. Rossi) qui s'est intéressé tout d'un coup à une certaine chose dont il n'a jamais parlé pendant quatre ans: l'essence. Il n'arrête pas de nous «achaler» et quand on parle, encore il parle par-dessus. Parce que, tout d'un coup, il s'y intéresse. Voilà, je le félicite, et d'ailleurs ma collègue de Hamilton-Est aussi, de s'intéresser au Québec, parce qu'on entend parler beaucoup du Québec maintenant car on dit que nous sommes majoritaires avec 58 députés. Imaginez ce que vous étiez avec 74 députés! Alors aujourd'hui nous sommes ici et tout d'un coup toutes les choses reviennent. Mais je suis content et je la félicite d'avoir pensé au Québec. Mais je puis quand même dire quelque chose à ma collègue: s'il y avait 800,000 chômeurs et il y en a 1,500,000 aujourd'hui, vous pourriez peut-être demander quoi faire à vos collègues et pourquoi que cela n'a pas été fait. C'est un petit commentaire.

Mme Copps: Monsieur le Président, je suis contente que le député me donne l'occasion de parler du Québec, parce que je sais qu'il est nouveau, il ne sait pas beaucoup sur les choses qui arrivent à la Chambre. Moi, personnellement, monsieur le Président, j'avais la possibilité que j'ai bien aimée de travailler dans la province de Québec durant les grandes années politiques de 1974 et 1976, et j'ai connu et interviewé plusieurs personnes dans la vie politique avant qu'elles n'aient même pensé de se présenter en politique. Alors, s'il veut m'engueuler et dire que je n'ai pas d'expérience sur le sujet du Québec, je pense qu'il lui faudrait s'informer avant de faire une telle observation.

Autre chose, monsieur le Président, je trouve cela très intéressant, même risible... Le député parle de la question de promesses brisées, parce que je pense que ce député s'est quand même fait élire au sujet d'un certain prix de l'essence et qu'il a promis à ses électeurs qu'il aurait certaines choses à faire au sujet du prix de l'essence qui ne se sont jamais produites par exemple. Il n'a jamais rien fait. Il a dit qu'il n'y aurait pas une hausse de la taxe sur l'essence.

Une voix: Il se bat la gueule!

Mme Copps: Et on voit maintenant, comme le dit mon collègue, qu'il «pète» ses promesses, il fait du «pétage» et les gens du Québec ne vont jamais le croire, parce qu'il a déjà démontré au peuple canadien qu'il ne peut rien faire sauf briser les promesses qu'il a faites durant sa campagne électorale.

[Traduction]

M. Gormley: Monsieur le Président, je voulais formuler des observations au sujet de plusieurs remarques du député d'Hamilton-Est (M^{me} Copps). Chaque semaine, lorsque je rentre en Saskatchewan, on me dit que nous vivons dans un cocon. Ce cocon, dans lequel vivent surtout les députés de l'opposition et les médias, obscurcit le jugement de nombreux députés. Lorsque je retourne dans ma circonscription à chaque fin de semaine, je me rends compte que les Canadiens ont le

sentiment d'avoir enfin un gouvernement qui leur rend des comptes, qui est coopératif et qui n'a pas peur de consulter la population. La députée d'Hamilton-Est admettra-t-elle que les événements qui ont nécessité cet emprunt remontent peut-être à plus de trois mois?

• (1750)

En ce qui a trait à une opposition constructive, on pourrait difficilement trouver pire en fait d'injures et de vociférations que ce que nous entendons à l'heure actuelle. La députée croit-elle que les problèmes qui ont nécessité cet emprunt remontent à plus de trois mois?

Mme Copps: Monsieur le Président, je me rends compte que le député n'a peut-être pas beaucoup d'expérience au Parlement, mais s'il veut parler d'attaques injurieuses, qu'il s'adresse à l'honorable vice-premier ministre (M. Nielsen) maintenant chef des commissaires politiques. Le député ne vit peut-être pas dans un cocon, mais il a été trompé par son gouvernement.

Des voix: Très juste.

Mme Copps: Il a été trompé par son gouvernement, car il doit se tenir à sa place comme l'un des piliers du régime et défendre des promesses non tenues par son gouvernement qui a été élu sur la promesse d'une politique ouverte et de la création d'emplois et qui, sitôt au pouvoir, s'en prend aux travailleurs âgés, aux prestataires d'assurance-chômage et aux travailleurs. Ce pauvre homme devrait retourner en Saskatchewan et défendre cette politique. Il est le dindon de la farce.

M. Taylor: Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de plaisir que j'ai écouté le discours de la députée d'Hamilton-Est (M^{me} Copps), car tant que nous entendrons des discours de ce genre, les libéraux ne reprendront pas le pouvoir. Ses propos au sujet des emprunts m'ont quasiment fait rire. Nous empruntons 16 milliards de dollars simplement pour réparer les pots cassés par les libéraux. Lorsque nous aurons derrière nous 16 ans de pouvoir comme les libéraux, au lieu d'emprunter, nous prêterons de l'argent. Nous aurons un fonds du patrimoine, et nous ne le gaspillerons pas comme les libéraux l'ont fait.

Je me demande pourquoi le visage de la députée ne devient pas aussi pourpre que sa robe. Elle est nouvelle ici, et je ne veux pas être méchant à son égard. C'est une dame très charmante. Elle a une très jolie robe, mais elle ne devrait pas oublier qu'elle est en face parce que les Canadiens en avaient soupé de voir le gouvernement libéral emprunter plus de 100 milliards. La députée ne devrait pas se plaindre de nous voir emprunter un peu d'argent pour mettre de l'ordre dans le fouillis que les libéraux ont laissé.

Mme Copps: Monsieur le Président, pour votre gouverne, je signale que ma robe est une blouse, mais je ne crois pas que ce soit particulièrement important. Le député a fait un réflexion antédiluvienne en disant qu'il devait être aimable à mon égard parce que je portais une belle robe, d'une belle teinte libérale; cela prouve bien que son gouvernement a une attitude antédiluvienne, préhistorique. Nous en aurons assez de lui au bout de 16 mois.